

PROCEDURE POUR L'EXECUTION D'UN RESEAU D'ASSAINISSEMENT
DES EAUX USEES D'UN LOTISSEMENT OU GROUPEMENT D'HABITATIONS
ET SON RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

I - MODALITES D'EXECUTION DU RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES D'UN LOTISSEMENT

Le lotisseur peut opter pour l'une des deux procédures suivantes :

- Exécution d'un réseau de collecte eaux usées transférable dans le domaine public
- Exécution d'un réseau de collecte eaux usées non transférable

1.1 PROCÉDURE RELATIVE A L'EXECUTION D'UN RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES
TRANSFÉRABLE DANS LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT

- Remarque préliminaire :

Le notion de "réseau transférable s'entend dans le cadre d'un transfert corrélatif des autres équipements communs dans le Domaine Public Communal (Voirie, espaces verts, réseau pluvial, etc...)

1.1.1 PROJET D'EXECUTION

- Prescriptions techniques : Les prescriptions techniques relatives à la conception et à l'exécution du réseau seront conformes :

- aux dispositions techniques du fascicule n° 70 éventuellement des fascicules n° 71 et 81 du Cahier des Prescriptions Techniques Générales (C.C.T.G) des Marchés de Travaux Publics passés pour le compte de l'Etat applicables aux marchés passés par la Communauté de Communes du Pays Royannais .

Ces prescriptions pourront être complétées ou modifiées par des prescriptions particulières qui prévaudront sur les dispositions du C.C.T.G. - fascicules 70, 71 et 81.

- à l'Instruction Technique relative au réseaux d'assainissement des agglomérations (circulaire interministérielle n° 77.284/INT du 22 juin 1977) : Ces prescriptions pourront être complétées ou modifiées par des prescriptions particulières qui prévaudront sur les dispositions du C.C.T.G - fascicules 70 et 71.

- Approbation du projet d'exécution

Avant consultation des Entreprises, le lotisseur fournira le projet d'exécution détaillé du réseau d'assainissement qui sera soumis ultérieurement à la consultation des entreprises.

Le dossier du projet sera adressé à la CDC du Pays Royannais en 3 exemplaires, accompagné d'une demande écrite du lotisseur déclarant clairement qu'il s'agit d'un réseau transférable dans le service d'assainissement de la CDC du Pays Royannais.

La CDC du Pays Royannais fera retour de ses observations sous délai de 1 mois à compter de la réception du dossier de projet. A cette occasion, il fera connaître au lotisseur les services techniques mandatés pour suivre l'exécution des travaux et procéder aux contrôles précisés ci-après. Au cas où le dossier nécessiterait une demande de renseignements complémentaires ou des modifications, le délai de 1 mois sera à nouveau décompté à partir de la date de réception du dossier complété ou modifié.

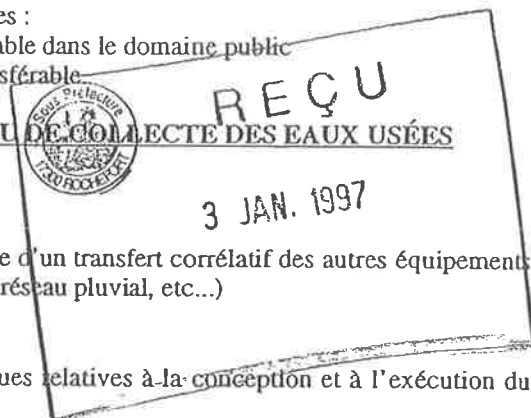
1.1.2 CONTRÔLE EN COURS DE TRAVAUX

La Communauté de Communes et ses services techniques mandataires sont informés de l'ouverture du chantier au plus tard huit (8) jours avant la réunion d'ouverture de chantier.

Ultérieurement, les services techniques mandatés par la C.D.C seront régulièrement convoqués aux réunions de chantier.

En cours de chantier, la C.D.C pourra faire procéder par ses mandataires, sans préavis, à la vérification des modalités d'exécution des travaux. Le lotisseur devra se rendre aux convocations des Services Techniques pour constater les anomalies et y remédier.

Les contrôles en cours de travaux n'engagent pas la Communauté de Communes sur l'agrément définitif des ouvrages exécutés.



1.1.3 CONTRÔLE DES OUVRAGES APRÈS TRAVAUX - AGRÉMENT DU RESEAU

A l'issue des travaux, le lotisseur adresse aux services techniques mandataires de la C.D.C, en 3 exemplaires, le plan de reculement des ouvrages et sollicite le contrôle des ouvrages après exécution : il adresse une copie de sa demande de contrôle à la Communauté de Communes du Pays Royannais.

Le contrôle porte :

- sur la conformité des ouvrages exécutés aux normes géométriques des ouvrages tels qu'ils figurent au projet agréé.
- sur la conformité des matériaux employés par rapport au projet agréé.
- sur les conditions techniques d'exécution des ouvrages définies par les textes visés plus haut et les conditions particulières éventuellement imposées par la Communauté de Communes.
- sur l'étanchéité du réseau
- sur les performances hydrauliques des stations de relèvement, leur bilan énergétique, la qualité des matériels mis en oeuvre (matériel hydraulique et électromécaniques), la conception des armoires électriques et des équipements de contrôle et de régulation.

L'étanchéité des réseaux de refoulement sera vérifiée par mise en pression de la canalisation aux pressions d'épreuves et dans les conditions prévues par le fascicule 71 du C.C.T.G

L'étanchéité des réseaux gravitaires sera vérifiée :

- à l'achèvement des travaux par épreuve d'étanchéité à l'eau conformément aux dispositions du fascicule 70 du C.C.T.G et aux prescriptions complémentaires des Services Techniques.
- ou bien en période de hautes eaux dans l'hypothèse où le réseau est établi en zone aquifère ;

L'ensemble des frais de contrôle d'étanchéité et d'inspection télévisée seront pris en charge par le lotisseur.

1.1.4 ATTESTATION

A l'issue de ces vérifications, la Communauté de Communes du Pays Royannais délivrera au lotisseur, sur proposition des Services Techniques mandataires, au plus tard 15 jours après les dernières opérations de contrôle, une attestation portant selon le cas sur :

la conformité du réseau exécuté aux normes d'exécution des réseaux de collecte d'eaux usées transférables dans le service d'assainissement de la Communauté de Communes du Pays Royannais.

Cette attestation d'une durée de validité limitée à 3 ans permettra le raccordement immédiat du réseau privé sur le réseau public d'assainissement et permettra ultérieurement le transfert des ouvrages dans le service d'assainissement sous réserve de la reprise des malfaçons, vices cachés, dégradations, défauts d'entretien intervenus entre temps. Il appartiendra alors au gérant des équipements communs de procéder aux remises en état en vue du transfert des ouvrages dans le service d'assainissement. Si la demande de transfert intervient après ces 3 années, une nouvelle inspection télévisée sera demandée au lotisseur, suivie si besoin de réparations.

En cas de malfaçons décelées lors des opérations de contrôle, l'attestation correspondante pourra être délivrée après mise en conformité par le lotisseur et à l'issue d'une nouvelle visite de contrôle qu'il lui appartiendra de provoquer.

En cas de non conformité aux normes d'exécution et si cependant le réseau est reconnu étanche, l'attestation portera simplement sur la bonne étanchéité du réseau aux entrées d'eaux pluviales ou de drainage.

Cette autorisation permettra le raccordement du lotissement au réseau public d'assainissement mais interdira définitivement le transfert des ouvrages dans le Service d'Assainissement de la Communauté de Communes.

1.2 PROCEDURE RELATIVE A L'EXÉCUTION D'UN RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX USÉES NON TRANSFÉRABLE DANS LE SERVICE D'ASSAINISSEMENT

- Remarque préliminaire :

L'option pour cette procédure interdira à titre définitif le transfert du réseau d'assainissement du lotissement dans le service d'assainissement de la Communauté de Communes.

1.2.1 APPROBATION DU PROJET D'EXÉCUTION

Le lotisseur adressera à la C.D.C, un mois avant tout commencement d'exécution, le projet d'exécution en 3 exemplaires en indiquant clairement qu'il s'agit d'un réseau non transférable dans le Service d'Assainissement de la C.D.C

La C.D.C fera retour sous délai de 1 mois à compter de la réception du dossier, de ses observations sur les modalités d'exécution du réseau, notamment vis à vis des dispositions techniques ayant trait à l'étanchéité du réseau. Il fera connaître à cette occasion les Services Techniques mandatés pour le contrôle d'étanchéité des réseaux.

1.2.2 CONTRÔLE EN COURS DE TRAVAUX

Avant et en cours de travaux le lotisseur pourra requérir les services Techniques mandatés par la Communauté de Communes en vue d'être conseillé sur les modalités techniques d'exécution des réseaux d'assainissement, l'intervention des services techniques n'attenuera en rien l'entière responsabilité du lotisseur vis à vis de la qualité des ouvrages qu'il aura réalisés.

En cours de chantier, les services mandatés par la C.D.C pourront procéder, avec l'accord du lotisseur, à la vérification des modalités pratiques d'exécution des ouvrages.

1.2.3 CONTRÔLE APRÈS TRAVAUX

A l'issue des travaux, le lotisseur sollicite le contrôle des ouvrages après exécution auprès des services techniques mandatés et adresse une copie de sa demande à la Communauté de Communes du Pays Royannais.

Le contrôle du réseau exécuté porte sur l'étanchéité du réseau et sur les modalités pratiques d'exécution susceptibles d'avoir des incidences sur l'étanchéité du réseau.

Les modalités techniques et financières de contrôle d'étanchéité sont celles définies au paragraphe 1.1.3 ci-dessus relatives à la procédure d'exécution des réseaux transférables.

1.2.4 ATTESTATION

A l'issue de ces vérifications la C.D.C du Pays Royannais délivrera au lotisseur, sur proposition des services techniques et au plus tard 15 jours après les dernières opérations, une attestation portant, si le contrôle a été favorable, sur la bonne étanchéité du réseau.

En cas de contrôle défavorable, il appartiendra au lotisseur de remédier aux malfaçons et de solliciter une nouvelle visite de contrôle.

2 - MODALITÉS DE RACCORDEMENT DU RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES DU LOTISSEMENT AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

La partie publique des installations de branchement sera exécutée par la Compagnie des Eaux de Royan 1 avenue de Valombre à Royan, Société fermière chargée de l'exploitation du Service d'assainissement.

En cas de branchement long sous le domaine public, la Compagnie des Eaux de Royan pourra autoriser le lotisseur à faire réaliser une partie de branchement par son propre entrepreneur à condition que ce dernier ait été préalablement agréé à cet effet par la Communauté de Communes.

Ces travaux seront exécutés sous le contrôle de la Compagnie des Eaux de Royan et des services compétents chargés de la voirie. Cette disponibilité ne dispense pas de l'obtention des permissions de voirie correspondantes auprès de l'Autorité compétente. En cas de non respect des règlements relatifs à l'exécution des travaux dans l'emprise du Domaine public, l'Entrepreneur désigné pourra être arrêté à tout moment et sur simple mise en demeure écrite soit par les Services Techniques compétents chargés de la voirie, soit par la Compagnie des Eaux. Les travaux seront alors achevés par la Compagnie des Eaux de Royan aux frais du lotisseur.

En aucun cas, cette possibilité d'intervention sur le Domaine public ne concerne le raccordement proprement dit au réseau public qui sera toujours effectué par l'Exploitant. Les limites d'intervention seront convenues entre le lotisseur et la Compagnie des Eaux de Royan lors de l'instruction de la demande de déversement prévue ci-dessous.

L'exécution du branchement est conditionnée par la demande d'autorisation de déversement prévue par le Règlement du Service d'Assainissement ci-annexé. Elle ne sera reconnue recevable que pour autant qu'elle sera accompagnée de l'attestation relative à la bonne étanchéité du réseau délivrée par la C.D.C en application des paragraphes 1.1.4 et 1.2.4 de la présente procédure.

Le lotisseur déposera la demande de déversement auprès de la Compagnie des Eaux de Royan et en adressera une copie au Président de la C.D.C et au Maire de la commune concernée.

L'autorisation de déversement ne sera réputée accordée qu'après acceptation par le lotisseur du devis d'installation du branchement établi par la Compagnie des Eaux de Royan.

L'autorisation ainsi obtenue est totalement indépendante de celles exigées par le même règlement au titre des branchements particuliers des parcelles du lotissement qui ne peuvent être délivrées qu'après visite de conformité des installations intérieures prévue à l'article 15 du Règlement du Service d'Assainissement.

NOMENCLATURE DES DOCUMENTS A FOURNIR

1 - DOSSIER DE LOTISSEMENT

1.1 Plan des réseaux (Ech. 1/500e) comportant :

- tracé des canalisations, profils en long, matériaux envisagés, diamètres et pentes minimales
- ouvrages annexes : boîte de branchements, regards de visite et de changement de direction, etc...avec indication des diamètres intérieurs, matériaux constitutifs et dispositifs de fermeture envisagés.
- le point de raccordement du réseau privé au réseau public.
- éventuellement implantation du poste de relèvement.

1.2 Une note technique décrivant de façon sommaire les ouvrages, les matériaux constitutifs et les modalités d'exécution envisagés. Cette note comportera obligatoirement un chapitre traitant des dispositions techniques relatives à l'étanchéité du réseau.

- caractéristiques techniques du Poste de Refoulement le cas échéant (débit de pointe, HMT...)

2 - PROJET D'EXÉCUTION

2.1 Réseaux

- Plans des réseaux et profils en long (cf. 1.1 ci-dessus)
- Descriptif détaillé figurant au dossier de consultation des entreprises décrivant les ouvrages de façon précise, la nature et la qualité des matériaux, les modalités d'exécution des ouvrages, les épreuves d'étanchéité, imposés dans le cadre du marché.
- Note de calcul du dimensionnement du réseau (projets importants).

2.2 Postes de relèvement

- Note de calcul du dimensionnement de la bache et des pompes (mémoire justificatif et courbes)
- Descriptif du génie civil
- Descriptif des équipements techniques (équipements hydrauliques, électromécaniques, serrurerie) figurant aux dossiers de consultation.

3 - AVANT PASSATION DE LA COMMANDE

- Propositions techniques de l'Entrepreneur adjudicataire des travaux (définition précise des matériaux et matériels retenus) .-

LE VICE-PRESIDENT DELEGUE



RECOMMANDATIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE
RESEAUX D'ASSAINISSEMENT
DES EAUX USEES POUR LES
LOTISSEMENTS, GROUPEMENTS D'HABITATIONS

GENERALITES:

Les matériaux utilisés pour l'exécution des travaux doivent être conformes aux normes en vigueur et titulaires de la marque NF, de l'agrément S.P ou d'un certificat de qualité attribué par un organisme agréé.

Dans le cas contraire, le produit ou matériau devra être accompagné d'une fiche technique et d'un document émanant d'un organisme agréé par le Ministère de l'Industrie certifiant l'aptitude dudit matériau ou produit à l'emploi pour les réseaux d'assainissement, conformément aux spécifications de la norme NF P 16-100.

OBSERVATIONS PARTICULIERES :

1 - CANALISATIONS GRAVITAIRES

La pente minimale du collecteur principal sera de 5mm/m et celle des branchements de 1cm/m. La couverture minimale des canalisations sera de 1,00m pour les collecteurs et de 0,80m pour les branchements.

Les canalisations seront posées sur un lit de pose de 0,10 m d'épaisseur et constitué par :

- du sable 0/6 insensible à l'eau, ayant moins de 5% de particules < 0,1mm ou du sable tout venant calcaire 0/15, dans le cas des sols environnants sableux, en l'absence d'eau.
- du gravier 5/15 ou 6. 3/14 pour les autres types de sols.

L'enrobage de la canalisation (0,20 minimum au-dessus de la génératrice supérieure) sera constitué du même matériau que le lit de pose.

Les canalisations principales et les canalisations de branchements seront en P.V.C CR8 ou en fonte de diamètres minimum respectifs 160 et 125 mm. L'emploi d'autres matériaux pourra être autorisé sous la réserve express d'être préalablement agréé par la C.D.C.

2 - REGARDS PRINCIPAUX

Les regards de visite en béton auront un diamètre minimal intérieur de 800mm et comporteront obligatoirement un dispositif permettant un raccordement souple et étanche à la canalisation, constitué d'un manchon incorporé. Ils seront préfabriqués et comporteront également les joints d'étanchéité élastomères à la liaison de chacun des éléments (radier, éléments de cheminée, couronnement). La cunette est également en élément préfabriqué et réalisée au diamètre nominal de la canalisation.

Les dispositifs de fermeture seront métalliques du type "sous-chaussée" étanches, verrouillables et conformes à la norme NF.

3 - REGARDS DE BRANCHEMENTS :

De diamètre 250mm, ils sont en éléments préfabriqués, en PVC, à passage direct avec cunette incorporée et rehaussée avec joint d'étanchéité (norme NF). Ils comportent un dispositif permettant un raccordement souple et étanche des canalisations (manchon).

Les départs vers le branchement particulier sont munis d'une réduction avec joint d'étanchéité serti permettant le raccordement d'une canalisation PVC de diamètre extérieur 100 mm, et d'un bouchon obturateur étanche résistant à la pression hydrostatique des essais d'étanchéité à l'eau (0,4 bars).

Leur fermeture sera assurée par un tampon titulaire de la norme NF de type sous chaussée (classe 400) ou de classe 125, en zone hors circulation, et de 400 mm de côté, le cadre étant scellé sur un couronnement béton indépendant.

4 - RACCORDEMENT DES BRANCHEMENTS SUR LE COLLECTEUR

Les branchements seront raccordés sur le collecteur principal par l'intermédiaire :

- soit de culottes de raccordement 160/125 (à l'exclusion des systèmes dénommés "clips") présentant un angle maximal de raccordement de $67^{\circ}30'$ et mises en place en même temps que la canalisation principale,

- soit des regards de visite, par carottage et mise en place d'un joint de scellement type "FORSHEDA". Tout carottage sera réalisé par un matériel spécialisé et à une distance supérieure à 0,10 m d'une jonction de 2 éléments.

Le raccordement sur le collecteur principal présente une chute minimale égale au demi diamètre du collecteur.

5 - REFOULEMENT

Un grillage avertisseur de couleur marron sera posé à une hauteur minimum de 50 cm au-dessus de la canalisation de refoulement. La vitesse minimum dans les conduits sera de 0,60m/s pour assurer l'autocurage.

Au delà des tests d'étanchéité à l'eau des canalisations, les résultats des essais de pompage du (ou des) poste(s) de refoulement conditionneront la mise en service, ou la suppression, du raccordement sur le réseau public.

6 - ETANCHEITE

L'ensemble des ouvrages devra être obligatoirement étanche.

Les essais d'étanchéité à l'eau préalables à la délivrance du certificat administratif et au raccordement sur le réseau public seront à la charge du pétitionnaire. Il en sera de même pour la fourniture des plans de recouvrement, en 3 exemplaires.

Les diverses observations formulées ci-dessus ne font pas obstacle à l'application des prescriptions des fascicules 70, 71 et 81 du C.C.T.G qui ne leur sont pas contraires, au respect des règles de l'art, ainsi qu'à l'agrément obligatoire du projet d'exécution avant travaux (cf. ART 1.1.1 et 1.1.2 de la procédure).

LE VICE-PRESIDENT DELEGUE

